

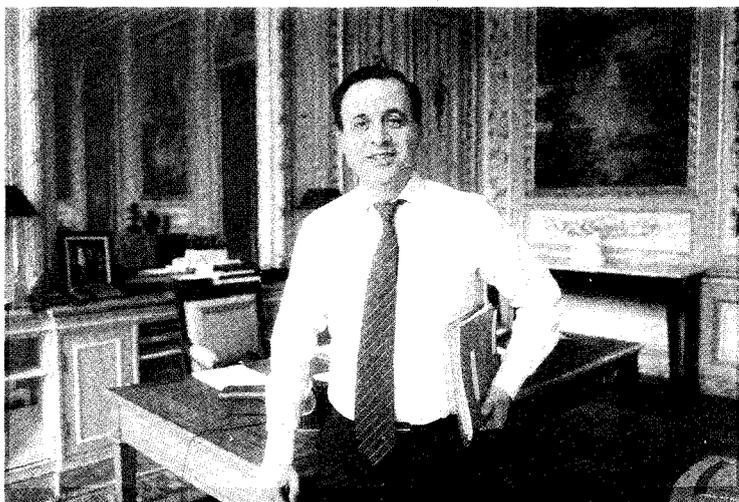
# GRAND PARIS Roger Karoutchi précise les desseins du gouvernement

**Le calendrier, dévoilé par le secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, favorise les projets urbanistiques plutôt que la gouvernance et le financement.**

L'un reste muet, l'autre multiplie les annonces. Christian Blanc, secrétaire d'Etat au développement de la région capitale, a beau avoir rencontré notamment le président de la région, Jean-Paul Huchon, il se refuse toujours à livrer ses vues. Roger Karoutchi, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement et, surtout, président de l'opposition UMP au conseil régional d'Ile-de-France, s'est chargé, le 14 avril, de dévoiler le calendrier du gouvernement.

Les projets urbanistiques du Grand Paris seront arrêtés d'ici la fin de l'année. Le dépôt des candidatures pour le concours du « grand pari de l'agglomération parisienne » a été clos, le 15 avril, avec retard : l'appel d'offres, destiné à faire cogiter dix équipes dirigées par des peintures de l'architecture autour de « la métropole du 21<sup>e</sup> siècle de l'après Kyoto », était affecté d'un vice de forme.

**Ecopolis.** Roger Karoutchi a d'ores et déjà révélé certains souhaits du gouvernement. Deux « écopolis » figurent au menu, dans la droite ligne du rapport de la commission pour la libération de la croissance fran-



**Le chef de file de l'UMP à la région Ile-de-France n'a pas de « religion » en matière de gouvernance.**

çaise, présidée par Jacques Attali. A l'heure où le quartier de La Défense est dopé par la loi du 27 février 2007, le gouvernement entend créer un grand pôle d'affaires à l'est. Le schéma directeur de la région Ile-de-France (Sdrif), fondé notamment sur un rééquilibrage est-ouest, avait été remis en cause par Nicolas Sarkozy, lors de son discours de Roissy, le 26 juin 2007.

La gouvernance et le financement du Grand Paris seront abordés dans « le courant de 2009 », selon Roger Karoutchi. Le secrétaire d'Etat se

montre moins disert sur ce chapitre, confiant qu'« il n'a pas de religion » en la matière, mais jugeant la création d'une loi nécessaire. Il évoque une « structure légère », sans prôner directement un « syndicat mixte ouvert », comme lors de la campagne électorale. Dans un entretien accordé au « Parisien » le 14 avril, Patrick Devedjian, président (UMP) du conseil général des Hauts-de-Seine, estime qu'« il suffit d'appliquer la loi « Chevènement » du 12 juillet 1999 sur l'intercommunalité et de créer une communauté urbaine.

## Améliorer l'attractivité des quartiers

■ Alors que le plan « Espoir banlieue » est toujours en cours d'élaboration, la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) a présenté, le 16 avril, un rapport consacré au développement économique dans les quartiers relevant de la politique de la ville. « Jusqu'à présent, l'approche sociale a prévalu, à juste titre, dans ces zones. Or, aujourd'hui, il est urgent de la compléter par un développement économique fort », insiste Pierre Simon, président de la CCIP. Il estime nécessaire d'améliorer l'attractivité de ces territoires, de former les personnes et de maintenir l'activité commerciale de proximité. Fondé sur une enquête menée auprès de 600 chefs d'entreprise, le rapport contient une série de préconisations comme la création de réseaux d'entreprises, la sécurisation des implantations et la promotion de « managers économiques de quartier ».

**Transports.** Roger Karoutchi a, de son côté, lancé une mission de réflexion sur les financements innovants des grands projets de transports. Elle sera menée par François Kosciusko-Morizet, maire (UMP) de Sèvres (Hauts-de-Seine), et Gilles Carrez, député-maire (UMP) du Perreux (Val-de-Marne) et président du Comité des finances locales.

Jean-Baptiste Forray et Hervé Jouanneau